

DOSSIER : L'ALPHABÉTISATION DES ADULTES

INTRODUCTION

Ce numéro est en grande partie constitué d'articles consacrés à l'alphabétisation – puisque ce mot existe encore ! – des adultes.

À défaut de pouvoir dresser un panorama complet – il est en particulier ben difficile d'obtenir des données chiffrées (nombre de personnes concernées, sommes mises en jeu, résultats obtenus, ...) – nous avons choisi des éléments qui permettront au lecteur de saisir une politique, une évolution...

Deux grands domaines peuvent être distingués :

- les actions d'alphabétisation dans le cadre de la formation professionnelle,
- les actions d'alphabétisation à visée d'insertion sociale.

Le premier domaine est récent puisque son origine est liée à la crise économique et au chômage. Jusque-là, les difficultés linguistiques ne faisaient guère obstacle à l'obtention d'un emploi et le recours à la main d'œuvre immigrée permettait à l'industrie de fonctionner sans avoir besoin de se moderniser. Si bien que la crise se vit dans une grande ambiguïté. Tout le monde s'accorde pour considérer que la formation ne créera pas les emplois qui manquent. Si au niveau individuel, elle peut faciliter la réinsertion professionnelle, au niveau global, on ne peut espérer d'effets directs. Outre une forme discrète d'assistance les bénéficiaires peuvent apparaître à plus long terme et par des voies détournées. En effet, l'urgente modernisation du système productif suppose une élévation importante du niveau de formation des travailleurs. Les opérations actuelles s'ajoutent alors à l'effort de formation initiale du système scolaire, pour réussir en quelques années cette élévation.

Mais les problèmes pédagogiques sont décisifs. Comment se former sans être impliqué dans un travail formateur ? Les résultats extrêmement médiocres, en particulier pour les plus bas niveaux de qualification, font apparaître qu'il n'y a guère à espérer dans des mises à niveau préalable. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le niveau de savoir est une réponse équilibrée que l'individu fournit à la situation qui lui est faite, à l'attente qu'on a de lui, au statut social et professionnel de son présent - et non à un statut hypothétique à venir. Si bien que le chômage et le travail précaire sont les situations les plus défavorables pour l'apprentissage et pour la formation. Il est dommage qu'on le découvre aujourd'hui et que les entreprises aient très peu considéré jusqu'alors que la formation continue de leur personnel était la condition première de leur modernisation. Il n'empêche que, même de manière confuse, les solutions sont à chercher dans ce sens : comment modifier préalablement le statut professionnel d'un travailleur afin de dégager un espace dans lequel il puisse faire des apprentissages nouveaux ?

Le second domaine est plus ancien. Très marginal lorsqu'il s'adressait aux adultes français ayant eu une scolarité défectueuse, il s'est développé sur des principes semblables depuis 1945 en faveur des populations étrangères. Là encore, les illusions ont été mises à rude épreuve. Car on a considéré qu'il manquait aux immigrés des savoirs alors que leur faisaient défaut les situations dans lesquelles ces savoirs peuvent se construire. Affaire de statut social, ce qui a orienté ces mouvements d'alphabétisation dans une direction plus politique. Au moins

théoriquement, car, dans la réalité, leur pédagogie n'est guère politique. Pour des raisons évidentes : leur public vit une précarité qui ne permet guère d'assumer ses prises de conscience ; leurs formateurs vivent dans une tradition culturelle et humaniste qui conçoit l'engagement politique comme le résultat de l'acquisition des savoirs et non l'inverse, et qui se défend donc de tout prosélytisme. Mais les choses évoluent actuellement ; la sédentarisation des migrants fait apparaître que leur situation est comparable à celle des français occupant les mêmes niveaux de la hiérarchie sociale ; de ce fait, l'accent a pu être déplacé des objectifs d'adaptation à des volontés de transformation. Les méthodes pédagogiques, elles aussi, ont évolué. Le point qui reste faible, c'est la réflexion sur le statut de destinataire d'écrit de ces non-lecteurs. Avoir dans un quartier une "politique d'alphabétisation", c'est multiplier les écrits qui concernent effectivement le présent des immigrés et qui les impliquent dans leur quotidien, dans leurs luttes et dans leurs cultures.

C'est seulement de cette manière que les apports techniques trouveront leur efficacité. Le développement de ces "écrits sociaux", c'est sans doute ça, l'affaire de tous ! Et les mouvements d'alphabétisation doivent accroître leur effort en direction de l'environnement social qui confère ou non aux immigrés et aux milieux populaires un statut inconditionnel de destinataire d'écrit. Sans oublier, pour autant, que cette condition nécessaire n'est pas suffisante, et que le recours à l'écrit est inséparable du pouvoir qu'on veut et peut prendre sur sa vie.

L'AFL